

**Discours de Claude Pradal, Maire de Villeneuve de Berg**  
**Rassemblement du samedi 7 mai 2011**

Merci d'avoir choisi Villeneuve comme lieu de ce rassemblement que j'estime nécessaire.

Notre bourgade est devenue le symbole de la contestation et le fait que SCHUEPBACH Energy ait attaqué en premier l'arrêté pris par le maire ne fait que renforcer ce sentiment.

Ce rassemblement vient à point pour montrer que toutes les déclarations des pro-schistes n'ont pas réussi à démobiliser les citoyens.

Il arrive au moment où l'offensive des tenants du schiste prend de l'ampleur et prouve qu'ils n'ont pas désarmé :

- déclarations de SCHUEPBACH Energy, du 1<sup>er</sup> ministre, du PDG de Total,
- mise au Tribunal Administratif des maires qui ont pris un arrêté,
- rapport provisoire de la mission.

Le choix de la date du 7 mai est un bon choix à quelques jours du débat de la loi au parlement.

La loi est une chose, son application avec les décrets, la décision du conseil constitutionnel peuvent prendre des semaines voire des mois.

Pour nous, ce que dira la loi nous intéresse mais dès le départ il faut clairement qu'elle précise que le décret signé le 1<sup>er</sup> mars 2010 est abrogé.

Peu nous importe les conséquences que cela pourrait avoir ; par exemple des sommes que SCHUEPBACH peut demander à l'Etat français pour rupture de contrat : ce n'est pas notre problème.

La bataille juridique qu'ils se livreraient ne nous concerne pas.

On peut d'ailleurs supposer que les liens entre les compagnies pétrolières et le gouvernement sont si étroits que leur conflit apparent risque de ne pas aller très loin : les compagnies ne voulant pas se heurter au gouvernement pour préserver l'avenir qu'elles pensent prometteur pour elles.

Les conclusions de la mission ministérielle ne nous ont pas surpris.

Nous n'attendions pas de miracle et il n'y en a pas eu.

Comment pourrait-il en être autrement lorsque l'on sait que les membres de cette mission ont été choisis par les ministres et qu'ils ont, pour certains d'entre eux, participé au décret BORLOO.

Ce rapport est favorable à l'exploitation.

Il permet de se faire une idée claire de ce qu'est la stratégie de l'Etat et des industriels en vue de passer en 2 ou 3 ans à l'exploitation massive de cette énergie sur le territoire français.

Par leur voix c'est l'Etat qui parle et plus précisément, l'Etat dans sa complicité avec les industriels.

Ces gens là savent de quoi ils parlent et ils ont un intérêt particulier à ce que l'exploitation se fasse.

Alors, plus qu'un rapport, il s'agit d'un programme et d'un plan de bataille : comment permettre l'exploitation des gaz de schiste avec un minimum de contestation et le plus rapidement possible ?

La lecture de ce rapport provisoire nous laisse donc inquiets.

S'il contient quelques avancées qui tiennent compte de notre mobilisation, notamment en ce qui concerne l'information des élus et des associations de protection de l'environnement, l'ensemble du texte tend à prouver, qu'avec quelques améliorations, l'extraction se fera avec, pour la justifier, des arguments que nous ne pourrions pas entendre.

Ainsi, à aucun moment la mission ne parle d'abroger le décret BORLOO de mars 2010.

Or, pour nous, l'essentiel est là et ce serait une décision importante ; mais attention, si c'est pour nous endormir et nous démobiliser, qu'ils n'y comptent pas.

Le rapport précise que « notre pays est parmi les plus prometteurs au niveau européen en gaz dans le sud du pays (500 milliards de m<sup>3</sup>) et l'intérêt que portent à la France les grands opérateurs pétroliers et gaziers ainsi que les compagnies nord américaines attestent de l'ampleur du potentiel qui permettrait de limiter d'autant le déficit de la balance commerciale ».

Quel aveu ! Vous avez bien entendu ! Ce qui compte c'est la balance commerciale, même si c'est au prix de tous les inconvénients que nous connaissons.

Cette idée revient tout au long du rapport d'une façon ou d'une autre.

Un peu plus loin, ils écrivent : « Il serait dommageable pour l'Economie nationale et pour l'emploi, que notre pays aille jusqu'à s'interdire une évaluation approfondie de la richesse potentielle ».

Ce serait donc notre faute si l'économie et l'emploi vont mal, nous en prenons la responsabilité.

Ils ajoutent « qu'il est indispensable de réaliser des travaux de recherche et des tests d'exploration avec, pourquoi pas, un peu de fracturation ».

Or nous ne voulons ni travaux de recherche ni test d'exploration. Nous ne voulons pas mettre un doigt dans l'engrenage : recherche, exploration, suivies d'exploitation.

La mission préconise également une révision de la fiscalité pétrolière de sorte que les collectivités locales trouvent un intérêt à une exploitation d'hydrocarbure sur leur territoire.

En clair, ils veulent nous acheter !

Or, notre pays n'est pas à vendre et c'est écoeurant de penser que l'on essaie, moyennant finance, de faire cesser notre combat.

C'est méconnaître la conscience des Ardéchois qui vouent à leur terre un véritable culte et qu'ils n'abandonneront jamais, surtout pas pour de l'argent.

Le rapport, d'ailleurs, est parfois lucide.

« Bref, dit-il, avec des risques et des nuisances d'une part et aucun avantage d'autre part, la balance penche sans ambiguïtés selon les élus et associations rencontrées en défaveur des hydrocarbures de roche mère ». Bien vu ! ils ont enfin compris le sens de notre mobilisation.

Quant à la fracturation, le rapport avoue que la France n'est pas équipée. Sous-entendu on fera appel à des sociétés américaines.

Avec le succès qu'elles ont aux Etats-Unis et au Canada, merci, nous n'en voulons pas !

Concernant le tourisme, l'environnement, les besoins en eau, le rapport développe peu sinon pour rassurer.

La détérioration de l'espace agricole n'est jamais signalée.

Les services de l'Etat, si contraignants lors de l'élaboration d'un P.L.U (pour conserver les terres agricoles et c'est tant mieux) le sont beaucoup moins lorsqu'il s'agit d'autoriser l'extraction du gaz de schiste sur des territoires agricoles.

Peu leur importe de sacrifier des milliers d'hectares parmi les meilleures terres.

Je pourrais développer plus longuement l'analyse de ce rapport mais il faudrait des heures.

Ce qui est intéressant à sa lecture, c'est de constater que, souvent, tout ce que nous dénonçons est reconnu comme vrai, mais les membres de la mission minimisent les conséquences de l'extraction et proposent des solutions dont on ne sait aujourd'hui si elles seront efficaces.

Le fil conducteur du rapport : « La France a besoin du gaz de schiste, nous prendrons des précautions, vous serez indemnisés, acceptez que l'on commence à explorer ». Or c'est précisément ce nous ne voulons pas et que nous n'accepterons jamais.

Pour conclure, je souhaite que nous fassions, ce samedi 7 mai 2011, le serment que jamais nous ne laisserons ni ici, ni ailleurs, effectuer l'exploitation du gaz de schiste par fracturation hydraulique.

Enfin, plus symbolique mais riche en signification, je proposerai au prochain conseil municipal que Josh FOX, le réalisateur de Gazzland à qui nous devons beaucoup pour les informations qu'il nous a - avec d'autres scientifiques – apportées, je proposerai donc qu'il soit nommé citoyen d'honneur de la commune de Villeneuve de Berg.

Et souvenons-nous, selon les mots de Berthold Brecht que, « celui qui combat peut perdre mais celui qui ne combat pas a déjà perdu ». Alors, continuons le combat !